

juin 2010

## COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture



Organisation  
mondiale de la Santé

F

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Fax: (+39) 06 5705 4593 - E-mail: codex@fao.org - www.codexalimentarius.net

## PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

## COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

*Trente-troisième session*

Genève, Suisse, 5-9 juillet 2010

**INFORMATIONS RÉCENTES SUR LE FANDC POUR  
LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS**

Rapport du Secrétariat de l'OMC et du FANDC<sup>1</sup>**I. INTRODUCTION**

1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) est une initiative conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'OMC assure le secrétariat du FANDC. D'autres organisations participent au Fonds, notamment le Centre du commerce international (CCI), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Sont également membres du FANDC les représentants des donateurs qui y apportent une contribution financière ainsi que les représentants de pays en développement.

2. Le FANDC a deux objectifs principaux:

- aider les pays en développement à accroître leur connaissance ainsi que leur capacité d'analyse et de mise en œuvre des normes SPS internationales et à améliorer ainsi leur situation sanitaire, zoosanitaire et phytosanitaire pour pouvoir s'assurer un accès aux marchés et le conserver; et
- servir de vecteur pour la sensibilisation aux questions SPS, la coordination des fournisseurs de coopération technique, la mobilisation de fonds, l'échange de données d'expérience et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS tant du point de vue des fournisseurs que de celui des bénéficiaires.

3. Le présent document donne un aperçu des activités menées par le FANDC depuis la 32<sup>ème</sup> session de la Commission du Codex Alimentarius qui s'est tenue en juillet 2009, et met l'accent sur les travaux que le FANDC entreprendra au deuxième semestre 2010. Il donne également un aperçu des projets achevés et des projets en cours du FANDC ainsi que des dons pour l'élaboration de projets dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

<sup>1</sup> Le présent rapport a été établi par le Secrétariat de l'OMC et du FANDC sous leur propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres de l'OMC ou des partenaires et des participants du FANDC.

## II. PLAN DE FONCTIONNEMENT DU FANDC POUR 2010-2011

4. En décembre 2009, le Comité directeur du FANDC a adopté le Plan de fonctionnement du FANDC pour 2010-2011. Le plan continue de mettre particulièrement l'accent sur le rôle du FANDC en tant que vecteur pour la coordination et l'échange de renseignements sur la coopération technique dans le domaine SPS. Ce rôle sera mis en œuvre aux niveaux mondial, régional et national grâce à la réalisation d'un certain nombre d'activités spécifiques. Sont notamment prévus des ateliers thématiques et des séances d'information, l'amélioration du site Web du FANDC, des publications, la participation du FANDC à l'élaboration des projets et une interaction avec d'autres initiatives et programmes, dont l'Aide pour le commerce et le Cadre intégré renforcé. Le Plan de fonctionnement pour 2010-2011 est disponible sur le [site Web du FANDC](#).

## III. APERÇU DES ACTIVITÉS MENÉES PAR LE FANDC EN 2009

### A. PROGRAMME PAN-SPSO

5. En juillet 2009, le FANDC a organisé, à Nairobi et Bamako, deux ateliers de "formation de formateurs" à l'intention des fonctionnaires chargés des questions SPS de sept communautés économiques régionales africaines et d'un groupe restreint additionnel d'experts africains des questions SPS. Ces deux ateliers, qui ont tiré grand profit de la participation du Secrétariat du Codex, s'inscrivaient dans le cadre de la contribution du FANDC au projet "Participation des nations africaines aux activités des organisations de normalisation sanitaire et phytosanitaire (PAN-SPSO)". Ce projet, dont la réalisation doit durer jusqu'en décembre 2011, est financé en grande partie par la Commission européenne (3,35 millions d'euros au total) et mis en œuvre par le Bureau interafricain pour les ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA) en collaboration étroite avec le Conseil phytosanitaire interafricain (CPI-UA) et les communautés économiques régionales africaines.<sup>2</sup>

### B. RISQUES SPS ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

6. Les 22 et 23 septembre 2009, le FANDC a organisé à Washington, en collaboration étroite avec le Groupe de la recherche sur le développement de la Banque mondiale, un séminaire intitulé "Le changement climatique et le commerce des produits agricoles: risques et solutions". Ce séminaire visait à accroître la sensibilisation aux incidences du changement climatique sur les risques SPS et aux mesures nécessaires pour faire face aux défis lancés. Il y est parvenu en présentant de nouvelles recherches sur ce sujet et en examinant les priorités du renforcement des capacités SPS. Plus de 100 représentants d'organisations internationales, d'organismes de réglementation et de développement, d'établissements de recherche ou universitaires et du secteur privé ont participé au séminaire.

7. Le séminaire a mis en lumière les effets qui se font déjà sentir sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale et la préservation des végétaux et qui risquent de s'aggraver, ce qui aurait des incidences sur l'élaboration et l'application futures de normes SPS. Les grandes lignes des actions futures ont été décrites, à savoir: i) la poursuite du renforcement des systèmes SPS et de l'amélioration du processus de prise de décisions dans le domaine SPS dans les pays en développement afin de réduire la vulnérabilité et de permettre la bonne gestion des défis SPS résultant du changement climatique; ii) la prise en compte des implications du changement climatique pour l'élaboration et l'application des normes; iii) la promotion de la recherche pour approfondir les connaissances sur l'écologie des parasites/agents pathogènes et de leurs hôtes, et perfectionner la modélisation du climat et de ses incidences, afin de faciliter le classement des risques et d'améliorer la fiabilité des prévisions; iv) la promotion des approches interdisciplinaires – comme l'initiative "un monde, une seule santé" – et le renforcement de la coordination et de la collaboration interinstitutions dans les pays (au moyen de recherches, d'évaluation des risques, et de formations menées conjointement); et v) l'intégration de l'adaptation dans la coopération pour le développement et le renforcement des capacités

---

<sup>2</sup> Il s'agit de la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), du Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA), de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

SPS. Des renseignements complémentaires sur ce séminaire, y compris des documents, des présentations, des podcasts et une note d'information de deux pages reprenant les conclusions du séminaire, figurent sur le [site Web du FANDC](#).

#### C. LUTTE CONTRE LA MOUCHE DES FRUITS EN AFRIQUE DE L'OUEST

8. Le FANDC a organisé, conjointement avec la Commission économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), une réunion de parties prenantes à Bamako les 29 et 30 septembre 2009 pour promouvoir une approche coordonnée mobilisant toutes les parties prenantes afin de lutter contre la mouche des fruits en Afrique de l'Ouest. Des représentants de gouvernements, d'instituts de recherche, du secteur privé, de la société civile et de partenaires de développement ont approuvé un plan d'action régional quinquennal élaboré par le Comité de liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique (COLEACP) et doté d'un budget de 25 millions d'euros. L'élaboration de ce plan a été financée par le FANDC et la Banque mondiale et a complété une étude antérieure sur les dommages causés par la mouche des fruits dans la production des fruits en Afrique de l'Ouest, financée par l'Union européenne en 2007. Tous les documents concernant la réunion de Bamako, y compris les présentations et une note d'information de deux pages synthétisant la réunion, figurent sur le [site Web du FANDC](#).

#### D. ANALYSE ÉCONOMIQUE

9. Le 30 octobre 2009, le FANDC a organisé à Genève un atelier sur l'utilisation de l'analyse économique comme moyen d'éclairer la prise des décisions dans le domaine SPS. Les pays et organisations qui ont eu recours à l'analyse économique pour étayer la prise de ces décisions ont échangé leurs données d'expérience et ont démontré de quelle manière l'analyse économique peut fournir des informations utiles pour améliorer la prise de décisions dans le domaine SPS et la répartition des ressources disponibles. Environ 250 personnes, y compris des délégués du Comité SPS et 60 fonctionnaires de pays en développement, ont participé à l'atelier.

10. Les participants sont convenus que l'analyse économique n'était pas seulement un outil pratique étayant les processus de prise de décisions et améliorant l'allocation des ressources mais qu'elle pouvait aussi aider à convaincre les responsables des orientations politiques et les décideurs de la nécessité d'investir dans le renforcement des capacités SPS en démontrant quels sont les avantages financiers offerts et les économies possibles. L'utilisation de l'analyse économique favorise généralement la transparence, l'objectivité et la responsabilité de la prise de décisions. Des données incomplètes et le manque de connaissances et de compétences requises limitent l'application de l'analyse économique dans de nombreux pays en développement. Des renseignements complémentaires sur l'atelier, y compris des présentations, des podcasts, une note d'information de deux pages sur les conclusions de l'atelier ainsi qu'un rapport d'information intitulé "Lignes directrices sur l'utilisation de l'analyse économique", figurent sur le [site Web du FANDC](#).

#### E. FILM ET PUBLICATIONS DU FANDC

11. Dans le cadre de son rôle de sensibilisation et de diffusion de l'information, le FANDC a produit, au cours du premier semestre 2009, un film intitulé "Un commerce en toute sécurité: protéger la santé, promouvoir le développement". Le film présente trois études de cas qui montrent comment des pays relèvent le défi consistant à respecter les normes SPS pour accéder aux marchés étrangers et relever les revenus. L'une de ces études, qui concerne le Bénin, traite d'une interdiction d'exporter des crevettes vers l'Union européenne que le pays s'est lui-même imposée et de ses effets sur les moyens de subsistance, les emplois et les revenus. Elle montre comment les communautés de pêcheurs, le secteur privé, les pouvoirs publics et les partenaires internationaux ont travaillé ensemble pour résoudre les problèmes et récupérer l'accès à ce marché. Une version abrégée du film ainsi qu'un bref clip institutionnel sur les missions et les fonctions du FANDC ont également été produits.

12. En février 2009, le FANDC a publié un document d'orientation sur les instruments d'évaluation des capacités SPS. Ce document donne des renseignements sur les outils sectoriels mis au point par les organisations internationales concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la protection zoo- et phytosanitaire, ainsi que sur les outils intersectoriels et les méthodologies connexes. Le document

d'orientation fait référence aux Directives et au Guide d'évaluation rapide de la FAO sur les besoins en renforcement des capacités pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Tout au long de l'année, le FANDC a également continué à publier son bulletin triannuel qui fournit des renseignements sur les activités du FANDC ainsi que sur les initiatives de ses partenaires, des donateurs et autres acteurs intervenant dans l'assistance technique dans le domaine SPS.

13. Toutes les publications du FANDC, y compris sa série de notes d'information de deux pages, ses bulletins et ses films, figurent en anglais, en français et en espagnol sur le [site Web du FANDC](#). La version longue du film du FANDC peut être également vue sur You Tube.

#### **IV. APERÇU DES ACTIVITÉS PRÉVUES POUR 2010**

14. Actuellement, le FANDC effectue des recherches sur les indicateurs d'efficacité SPS, en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Cette activité s'appuie sur des travaux déjà consacrés en 2007-2008 par le FANDC et l'OCDE aux bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS et s'inscrivent dans le cadre plus large d'une évaluation et d'un suivi plus rigoureux de l'aide publique au développement qui figure de plus en plus au premier plan du programme international de développement. L'objectif de la recherche est d'identifier des critères SPS communs au niveau des projets et programmes et de donner des indications concernant le choix d'indicateurs significatifs lors de l'élaboration des projets et programmes de renforcement des capacités dans le domaine SPS. Une réunion de travail spécialisée sur les aspects techniques dans ce domaine est prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet 2010 à Genève, en collaboration avec l'OCDE, en marge du Comité SPS de l'OMC.

15. Au cours du second semestre de 2010, le FANDC vise à organiser un atelier sur les partenariats public/privé de renforcement des capacités SPS. L'objectif de cet événement sera d'explorer de nouvelles modalités dans ce domaine et de favoriser un dialogue plus systématique avec le secteur privé. À ces fins, cet événement permettra de présenter des exemples concrets et de tenter d'identifier les éléments nécessaires au succès et à l'efficacité des partenariats public/privé pour le renforcement des capacités SPS.

16. Au second semestre, le FANDC prévoit aussi de financer un projet pilote concernant l'utilisation de l'analyse économique pour la prise de décisions dans le domaine SPS. Selon une conclusion tirée par l'atelier du FANDC consacré à ce thème le 30 octobre 2009, il faudrait peut-être adopter, dans certains cas, une approche de l'analyse économique plus souple que celle qui consiste en une analyse coûts-avantages et coût-efficacité. Il serait peut-être plus approprié d'inclure dans le champ de l'analyse économique des options nombreuses et variées en matière de renforcement des capacités et plusieurs incidences, surtout dans le contexte d'un pays en développement où les données et les ressources analytiques sont limitées. Le projet pilote expérimentera l'approche dite de l'analyse multicritères de décisions dans deux pays, à déterminer, où la quantité et/ou la qualité des données disponibles diffèrent. Il sera suivi de l'élaboration d'un guide pratique de l'utilisateur pour l'analyse économique, destiné aux analystes et aux décideurs des pays en développement.

17. Le FANDC a récemment demandé une étude et une analyse exploratoires des mécanismes de coopération SPS existants au niveau national en Afrique (dans le cadre de sa participation au projet PAN-SPSO, voir paragraphe 5 ci-dessus). Le but de l'étude est de mieux éclairer la création proposée de tels mécanismes en Afrique, au niveau national et au niveau des communautés économiques régionales, afin d'améliorer la coordination entre les acteurs SPS sur le terrain et d'accroître la participation effective des pays aux organismes internationaux de normalisation et au Comité SPS de l'OMC. Ces travaux se fonderont sur les expériences faites et les leçons tirées dans d'autres régions du monde, par exemple en Amérique latine dans le cadre de projets mis en œuvre par l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), et en Asie. Il est prévu d'achever cette étude – y compris un ensemble de directives pour éclairer la création proposée de mécanismes de coopération SPS – au premier semestre de 2010.

18. Enfin, le FANDC continuera de collaborer à d'autres activités et initiatives très diverses dans le domaine de la coopération technique en matière SPS afin de surveiller les évolutions, de créer des synergies, d'échanger des données d'expérience et d'assurer une coordination maximale. En particulier, il collaborera à l'initiative Aide pour le commerce et avec le secrétariat du Cadre intégré renforcé (CIR) à Genève afin de mieux faire connaître les questions SPS et de mobiliser des ressources additionnelles.

## V. PROJETS DU FANDC

19. En tant que mécanisme de financement, le FANDC offre un subventionnement limité sous forme de dons aux organisations publiques et privées des pays en développement qui cherchent à se conformer aux normes SPS internationales afin d'obtenir ou de conserver un accès aux marchés. Il offre deux types de financement sous forme de dons: les dons pour l'élaboration de projets (DEP) et les dons pour la réalisation de projets.

20. Les DEP contribuent à remédier aux problèmes auxquels les pays en développement se heurtent lorsqu'ils tentent de définir leurs besoins avec précision et constituent un mécanisme fondamental permettant d'assurer la synergie avec d'autres initiatives en cours dans le domaine SPS. Le principal critère auquel est subordonné l'octroi d'un DEP est la probabilité de financement du projet, une fois élaboré, par le FANDC ou par une autre source, par exemple un donateur bilatéral. Le FANDC offre jusqu'à 30 000 dollars pour la réalisation de projets. Fin avril 2010, 40 DEP au total avaient été approuvés et financés depuis la création du Fonds en 2002. Les DEP suivants, qui concernent le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires ou des questions SPS générales, sont actuellement mis en œuvre:

- À la demande de la Commission de l'Union africaine (CUA), une étude exploratoire est menée concernant le rôle de la CUA et des communautés économiques régionales africaines dans le domaine SPS, avec entre autres une évaluation des différents cadres et protocoles SPS en cours de mise en place au niveau régional.
- Le Centre Pasteur du Cameroun coordonne une étude d'alimentation totale portant sur cinq pays africains, y compris le Burkina Faso, le Sénégal, le Nigéria, la Gambie et le Mali, en plus du Cameroun. L'une des étapes préliminaires consistait à élaborer un manuel décrivant la méthode à suivre pour effectuer une telle étude au niveau régional.
- Les gouvernements de la Gambie, de Guinée-Bissau et du Libéria profitent du soutien du FANDC pour mettre en place des stratégies et des plans d'action nationaux dans le domaine SPS.
- En Tanzanie, un projet visant à harmoniser le cadre juridique, réglementaire et institutionnel pour une amélioration du système de gestion SPS est actuellement en préparation.

21. Il est possible d'obtenir un financement limité sous forme de dons pour des projets axés sur des aspects fondamentaux du renforcement des capacités SPS dans les pays bénéficiaires, au moyen de projets pilotes ayant un caractère novateur et préventif et pouvant être reproduits. Les projets qui bénéficient aux PMA ou aux autres pays à faible revenu (APFR) ou qui apportent des avantages au niveau régional sont privilégiés. Peuvent aussi bénéficier de dons les projets visant à remédier à un manque d'information et à développer des matériels didactiques dans le domaine SPS, ou à améliorer la coordination entre les fournisseurs de coopération technique dans ce domaine. La valeur des projets sera de préférence comprise entre 150 000 et 600 000 dollars EU. Il est demandé aux bénéficiaires de prendre en charge une partie du coût de mise en œuvre du projet, par un apport financier ou une contribution en nature en fonction de la classification du pays considéré dans la Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE.

22. Ci-dessous, les figures 1 et 2 montrent que 37 pour cent des projets du FANDC et des DEP concernent des questions de sécurité sanitaire des produits alimentaires, ce qui correspond à 34 pour cent du total des ressources consacrées par le FANDC au financement des projets et des DEP. Le tableau 1 ci-après donne un aperçu des projets du FANDC concernant les questions de sécurité sanitaire des produits alimentaires, tandis que le tableau 2 expose les projets du FANDC se rapportant de façon générale au domaine SPS.

Figure 1

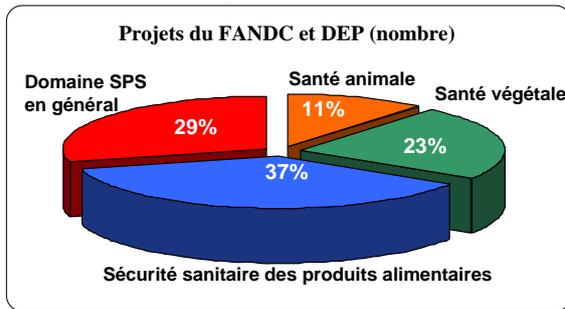
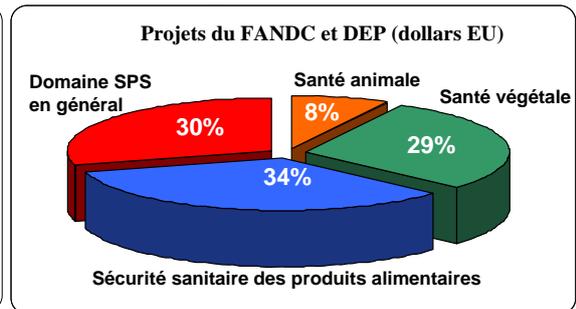


Figure 2



23. Le financement d'au moins six DEP et six projets a été fixé comme objectif dans le plan de fonctionnement du FANDC pour 2010-2011. Les demandes d'obtention de DEP sont vivement encouragées et les demandes de financement émanant d'autorités nationales s'occupant de la sécurité sanitaire des produits alimentaires seront examinées. Les propositions peuvent être soumises à tout moment de l'année. Le Groupe de travail du FANDC se réunit trois fois par an pour examiner les demandes de financement. La prochaine date limite pour la réception des demandes est fixée au 30 juillet 2010. Des informations complémentaires sur le Fonds et ses activités de coordination et de diffusion de renseignements, les formulaires de demande, les critères d'admissibilité et des renseignements sur les projets peuvent être obtenus sur le [site Web du FANDC](#).

**Tableau 1: Aperçu des dons du FANDC pour la réalisation de projets relatifs à des questions de sécurité sanitaire des produits alimentaires**

<b>Titre du projet</b>	<b>Stade de mise en œuvre</b>	<b>Budget (\$EU)</b>
<b>STDF/PG/300: Développement d'un programme d'apprentissage doublé d'un système de renseignements en ligne sur les normes alimentaires</b>	Projet approuvé en décembre 2009, en attente de passation de contrats. Il vise à développer un programme d'apprentissage doublé d'un système de renseignements en ligne sur les normes alimentaires au Ghana afin de contribuer à améliorer l'infrastructure qualité dans les pays en développement.	242 798
<b>STDF/PG/283: Soutien pour l'évaluation des risques SPS dans le secteur de l'exportation des mangues au Mali</b>	Projet approuvé en décembre 2009, en attente de passation de contrats. Il vise à soutenir l'évaluation des risques SPS et à améliorer la capacité du Mali à se conformer aux normes SPS internationales et privées dans le secteur de la mangue.	454 530
<b>STDF/PG/172: Augmentation des exportations de graines de sésame et de noix/beurre de karité grâce au renforcement des capacités SPS dans le secteur privé et le secteur public</b>	Projet approuvé en décembre 2009, en attente de passation de contrats. Il vise à identifier les points critiques et les facteurs de la chaîne de production de karité nigériane et à élaborer des modèles prédictifs concernant la production d'aflatoxine, la croissance fongique, les résidus de pesticides et les autres contaminants.	339 240
<b>STDF/PG/238: Développement de mécanismes de certification HACCP agréés pour les produits alimentaires transformés</b>	Projet approuvé en février 2009, actuellement mis en œuvre. Il vise à mettre en œuvre au Guatemala des procédures d'inspection et de certification agréées pour les bonnes pratiques de fabrication et le HACCP reconnues par les autorités compétentes.	422 118
<b>STDF/PG/134: Renforcement des capacités en vue d'améliorer les résultats commerciaux de certains pays d'Afrique de l'Ouest dans le secteur de la pêche</b>	Projet approuvé en mars 2007, actuellement mis en œuvre. Il vise à améliorer la connaissance des questions SPS et la sensibilisation à ces questions dans le secteur de la pêche, dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest.	532 840
<b>STDF/PG/65: Élaboration d'un système privé/public de contrôle de la sécurité sanitaire pour le secteur des exportations horticoles en Guinée</b>	Projet approuvé en septembre 2005, actuellement mis en œuvre. Il vise à aider les secteurs public et privé à se conformer aux normes officielles et commerciales applicables aux exportations de fruits et de légumes en mettant au point un système de contrôle de la sécurité sanitaire. Projet élaboré sur la base de l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce du Cadre intégré renforcé.	572 724
<b>STDF/PG/62: Renforcement de la sécurité sanitaire des produits alimentaires au Cameroun</b>	Projet approuvé en novembre 2007, actuellement mis en œuvre. Il vise à réactiver un comité national sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et à dispenser une formation à des parties prenantes des secteurs public et privé au Cameroun.	499 480
<b>STDF/PG/48: Amélioration de la production des noix de karité et des noix de cajou au Bénin grâce à l'application de bonnes pratiques agricoles</b>	Projet approuvé en novembre 2007, actuellement mis en œuvre. Il vise à appliquer de bonnes pratiques agricoles pour surmonter les problèmes liés à la contamination par les mycotoxines dans la production des noix de karité et des noix de cajou.	512 139
<b>STDF/PG/69: Amélioration des capacités en vue d'assurer la sécurité sanitaire et la qualité des produits de fruits de mer yéménites</b>	Achevé. Le projet visait à aider l'Association des exportateurs de fruits de mer du Yémen (YSEA) à améliorer la qualité et la sécurité sanitaire des produits de fruits de mer yéménites.	464 560

Titre du projet	Stade de mise en œuvre	Budget (\$EU)
<b>STDF/PG/114: Système de maîtrise de l'aflatoxine dans la production de noix au Brésil</b>	Achevé. Le projet visait à retrouver et à consolider l'accès aux marchés d'exportation en instaurant un système efficace pour la réduction de la contamination par les aflatoxines dans la chaîne de production des noix au Brésil.	619 664
<b>STDF/PG/173: Évaluation des besoins liés au renforcement des capacités des systèmes de contrôle alimentaire dans les économies en développement membres de l'APEC</b>	Achevé. Le projet visait à dispenser une formation au personnel des organismes chargés de réglementer la sécurité sanitaire des produits alimentaires dans des économies en développement membres du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) en utilisant les outils d'évaluation des capacités de la FAO en la matière.	97 500
<b>STDF/PG/09: Programme type pour l'élaboration de normes alimentaires dans le cadre d'une analyse de risques</b>	Achevé. Le projet visait à renforcer la capacité des pays à faible revenu de la région Asie-Pacifique à élaborer des normes alimentaires fondées sur les prescriptions internationales et à participer aux activités du Codex.	70 848

Tableau 2: Aperçu des projets du FANDC se rapportant de façon générale au domaine SPS

Titre du projet	Stade de mise en œuvre	Budget (\$EU)
<b>STDF/PG/284: Renforcement du Comité SPS national (Honduras)</b>	Projet approuvé en mars 2010. Actuellement en attente de passage de contrats. Le projet vise à renforcer le Comité SPS national du Honduras, à appuyer davantage la mise en œuvre du programme d'action national dans le domaine SPS (élaboré par le Comité) et à consolider et développer les capacités institutionnelles dans le domaine SPS.	321 580
<b>STDF/PG/259: Renforcement des capacités SPS du Viet Nam en matière de commerce</b>	Projet approuvé en juin 2009. Mise en œuvre en cours. Le projet vise à renforcer les capacités SPS du Viet Nam en matière de commerce en améliorant la sécurité sanitaire et la qualité des légumes frais grâce à une approche portant sur la chaîne de valeur.	543 770
<b>STDF/PG/246: Élaboration d'un Plan d'action dans le domaine SPS pour le Cambodge</b>	Projet approuvé en juin 2008. Mise en œuvre en cours. Le projet vise à mettre en place un Plan d'action dans le domaine SPS pour le Cambodge, en vue de renforcer le système SPS du pays. La mise en œuvre devrait s'achever en avril 2010.	250 000
<b>STDF 170: Renforcement des capacités des fonctionnaires des administrations publiques du Népal chargés des questions SPS</b>	Projet approuvé en mars 2007. L'objectif est de former des fonctionnaires des administrations publiques aux questions relatives à la mise en œuvre des mesures SPS. La mise en œuvre a débuté en mars 2008 et devrait s'achever en juillet 2010.	321 600
<b>STDF 127: Soutien aux systèmes d'information SPS au Bénin</b>	Projet approuvé en novembre 2007. Mise en œuvre en cours. L'objectif est d'améliorer les flux d'information sur les prescriptions SPS et la coordination entre les parties prenantes au Bénin, notamment dans le secteur privé. La mise en œuvre devrait s'achever en août 2010.	363 858
<b>STDF 120: Formation à l'analyse et à l'évaluation des risques en Inde</b>	Achevé. Le projet consistait à organiser des formations spécifiques aux procédures d'analyse des risques pour les fonctionnaires chargés des mesures SPS en Inde. Évaluation externe effectuée.	244 050

Titre du projet	Stade de mise en œuvre	Budget (\$EU)
<b>STDF 108: Capacité institutionnelle des pays des Amériques</b>	Le projet consiste en un examen par les pairs des structures et pratiques de mise en œuvre des mesures SPS établies dans les pays d'Amérique latine. La mise en œuvre devrait s'achever en avril 2010.	585 588
<b>STDF 79: Information de qualité sur les questions SPS – une condition préalable au renforcement des capacités</b>	Achevé. Le projet a permis d'améliorer l'échange de renseignements sur les normes officielles par l'intermédiaire du Portail international pour la sécurité sanitaire des aliments et la santé animale et végétale.	470 000
<b>STDF 20: Plans nationaux axés sur le développement dans le domaine SPS</b>	Achevé. Le projet a consisté à mener des études fondamentales sur les capacités SPS et à procéder à une analyse du rapport coûts/avantages pour examiner les retours sur investissement sous l'angle du commerce et de l'amélioration de la situation dans le domaine SPS. Évaluation externe effectuée.	170 862
<b>STDF 19: Arrangements types pour la participation des parties prenantes aux activités SPS au niveau national</b>	Achevé. Le projet a consisté à examiner les arrangements nationaux concernant la diffusion des renseignements relatifs aux mesures SPS et à faire des recommandations d'application générale sur la manière dont la coordination pourrait être améliorée. Des travaux sur le terrain ont été menés au Paraguay et à Sri Lanka. Évaluation externe effectuée.	291 218